

CTL du 17 mars 2015

Déclaration liminaire de la délégation **FO** DGFIP

TOUJOURS MOINS

Monsieur le Président,

Depuis le début des années 2000, les gouvernements successifs se sont attachés à supprimer des emplois par milliers, à restructurer par vagues successives, à diminuer les moyens budgétaires des services et à instaurer un mode de management basé sur le culte de la statistique et la mise en concurrence des agents.

Cette politique a profondément affecté la qualité et l'efficacité des missions mais également les conditions de travail des agents.

La politique du « toujours moins » a connu de nouveaux développements dans l'actualité de ces dernières semaines :

- TOUJOURS MOINS de REMUNERATION :

Le Ministre des Finances a décidé de supprimer la prime d'intéressement collectif à la performance. La DGFIP propose de réutiliser les crédits budgétaires ainsi libérés en élargissant le périmètre des réorganisations ouvrant droit à la prime de restructuration de service et de mettre en place un dispositif indemnitaire ciblé, permettant de valoriser les services ayant mis en œuvre des réformes.

Pour **FO DGFIP**, cette orientation, jamais discutée en amont, préfigure la prime au démantèlement du réseau et au zèle des directions locales en la matière. Cette proposition contient en filigrane l'idée que les personnels pourraient accepter une nouvelle dégradation des conditions d'exercice des missions en échange d'une « prime à la casse ». Cela est inacceptable tant sur la forme que sur le fond !!

Faire financer les réformes structurelles de notre Direction générale par l'ensemble des agents des Finances publiques, voilà un concept qui satisfait à la logique de réduction de la dépense publique et devrait valoir à notre Directeur général les félicitations du gouvernement.

Pendant ce temps, tous les agents de la DGFIP, dont la rémunération est bloquée depuis juillet 2010, vont pouvoir constater une nouvelle perte de pouvoir d'achat.

FO DGFIP revendique la revalorisation immédiate du régime indemnitaire de chaque agent par intégration du montant maximum de cette prime collective.

- TOUJOURS MOINS de SERVICE PUBLIC:

La Réforme territoriale et la RGME, Revue Générale des Missions de l'Etat, en cours d'élaboration détruiront encore un peu plus le lien social dans notre pays, en déstructurant le service public sur l'ensemble du territoire de la République.

Alors que le Directeur général établit des lettres de mission à des hauts fonctionnaires pour élaborer des propositions sur le rôle du comptable public et sur les processus de taxation des revenus des particuliers, alors que le Premier Ministre mandate les préfets de région pour réaliser des diagnostics territoriaux en collaboration, notamment, avec les DRFiP, **il serait illusoire d'imaginer que les réformes en cours resteront cantonnées à l'extérieur du périmètre de notre administration.**

En clair, quand les services régionaux fusionneront dans le cadre de la fusion des régions, des agents perdront leur poste.

La circulaire du Premier Ministre du 18 février conforte l'analyse de Force Ouvrière sur la désertification des services publics et particulièrement ceux de la DGFIP.

FO DGFIP s'oppose fermement à la RGME qui se traduira par de nouvelles réductions d'emploi, la réduction drastique des moyens de fonctionnement, le démantèlement et la régionalisation du réseau, la dégradation des conditions de travail.

- TOUJOURS MOINS de PROMOTIONS INTERNES:

S'ajoutant à tout cela, la baisse du nombre de promotions internes, pour la quatrième année consécutive, participe à la cure d'austérité infligée aux agents du ministère et de la DGFIP.

Le nombre de promotions a baissé de façon drastique passant de 1 868 en 2012 à 787 en 2015. Cette année encore, des centaines d'agents classés « excellents » resteront sur le carreau. Les personnels paient au prix fort ces choix budgétaires.

Aucune catégorie et aucun grade ne sont épargnés.

Le constat d'un recul des acquis sociaux de Bercy est patent.

Il est bien loin l'esprit de 1989, année d'un conflit historique aux Finances qui s'est conclu par de nombreuses avancées sociales pour les agents notamment en termes de promotions internes !

Jamais en 25 ans, cet acquis social n'a été remis en question à ce point.

« Toujours moins », voilà un dogme qui n'exige pas trop de réflexion, mais qui risque dans un avenir proche d'amener les collègues du Bas-Rhin et de l'ensemble de la DGFIP à une réelle démotivation, ce qui serait dommageable pour tous.

Le 9 avril, les salariés de ce pays, du privé comme du public, manifesteront leur exaspération. **FO DGFIP s'associe pleinement à cette journée de grève et de manifestation, dont le principe avait été acté lors du Congrès Confédéral FORCE OUVRIERE de février, à laquelle se sont associées les organisations CGT et Solidaires.**



**Vous êtes nombreux à nous soutenir,
n'hésitez pas à nous rejoindre !**

Section FO DGFIP 67

BULLETIN D'ADHESION

fo.drifip67@dgifip.finances.gouv.fr

à retourner par la sacoche à :

Section FO DGFIP 67 - DRFIP

site local : www.fo-dgifip-sd.fr/067/

site national : www.fo-dgifip.fr/

NOM : PRENOM :

Grade : Echelon : Indice :

AFFECTATION :

déclare vouloir adhérer au Syndicat **FORCE OUVRIERE DGFIP**

Fait à : le
(signature)



→ crédit d'impôt sur la cotisation syndicale à hauteur de 66% de son montant

Secrétaire départemental et permanent syndical local : José PEREIRA ☎03.88.56.55.60